

Compte rendu de la séance du 18 octobre 2021

Secrétaire(s) de la séance:

Hélène NANCIU

Ordre du jour:



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
Mairie

**Saint Maurice Navacelles,
Le 12 octobre 2021**

Convocation au Conseil Municipal

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la réunion du Conseil Municipal qui aura lieu le :

**Lundi 18 octobre 2021 à 18H30
dans la Salle Peirificade.**

ORDRE DU JOUR

**Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA)
Adhésion commune des Rives au SIVOM de la Rouvière
Décision Modificative Budget M14
Adoption du nouveau règlement des cimetières
Révision du prix des concessions de terrain dans les cimetières de la Commune
Adoption du nouveau plan du cimetière de Saint-Maurice
Reprise de concessions dans le cimetière de Saint-Maurice
Demande d'occupation du Domaine Public par la SAS 2 MA
Demande de subvention Département de l'Hérault pour le tiers-lieu
Demande de subvention Région Occitanie pour le tiers-lieu
Questions diverses**

Le Maire,
Clément THERY.

Délibérations du conseil:

Déclaration d'Intention D'Aliéner DIA (DE 2021 47)

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.300-1, L.213-3, R.213-1, R.213-2 et R.213-3,

Vu l'article 696 du Code général des impôts,

Vu la délibération DE_2021_06 du conseil municipal de Saint-Maurice-Navacelles en date du 26 février 2021 portant création d'une Zone d'Aménagement différé (ZAD) intercommunale,

Vu la délibération CC_210304_6 de la communauté de Communes Lodévois et Larzac en date du 4 mars 2021, portant sur l'instauration d'une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Saint-Maurice-Navacelles et désignant la commune comme titulaire du Droit de Prémption Urbain sur cette ZAD,

Vu la délibération DE_2020_18 du conseil municipal de saint-maurice-navacelles portant sur les délégations du conseil municipal au maire, lui permettant d'exercer le droit de préemption,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner réceptionnée en mairie le 02 septembre 2021 contre récépissé et déposée par Maître Nogues, notaire, relative au bien situé Chemin des Aires, cadastré section AB 284 d'une superficie de 130m² a détacher de cette parcelle de 323m² et appartenant à Monsieur TEILLET Claude, au prix de 4000€,

Conformément à la procédure, les services des domaines ont été sollicités afin d'évaluer l'ensemble immobilier dont la valeur vénale a été estimée à 3770 €, valeur arrondie à 4 000€ comme indiqué dans l'avis en date du 7 octobre 2021.

Considérant que le bien est situé dans la Zone d'Aménagement différé,

Considérant les objectifs de la ZAD: "renforcement des équipements de la ville, le développement de l'offre en logements, l'aménagement cohérent des espaces publics et urbains, la protection et la mise en valeur du patrimoine comme support à une économie touristique. Et de ce fait, les problématiques de circulation, de déplacements et de stationnement sont un enjeu fort."

Considérant que cette acquisition constitue une opportunité pour répondre aux objectifs de ladite Zone d'Aménagement Différé, la cession du bien concerné par la présente DIA pourrait obérer et nuire la réalisation d'un aménagement global.

Oùï l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré:

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE :

Article 1

De préempter le bien situé Chemin des Aires, 34520 Saint-Maurice-Navacelles, cadastré AB 284, d'une surface de 130 m² à détacher de ladite parcelle d'une superficie totale de 323 m² aux conditions financières du vendeur, soit une offre d'acquisition au prix de 4 000 € quatre mille euros.

Article 2

Conformément à l'article R.213-10 du Code de l'urbanisme, le vendeur dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de la présente offre pour faire connaître sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception comportant l'une des modalités suivantes :

- soit qu'il accepte le prix proposé. Dans ce cas, la vente au profit de la commune de Saint-Maurice-Navacelles est définitive. Elle sera ensuite régularisée conformément aux dispositions de l'article R.213-12 du Code de l'urbanisme, et il sera dressé un acte authentique dans un délai de trois mois à compter de cet accord ;

- soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner. Dans ce cas, conformément aux dispositions de l'article L.213-4 du Code de l'urbanisme, La commune de Saint-Maurice-Navacelles se réserve la possibilité de faire fixer la valeur du bien par la juridiction compétente en matière d'expropriation ;

- soit qu'il renonce à l'aliénation de son bien. Dans ce cas, il sera tenu de déposer une déclaration d'intention d'aliéner lors de la prochaine vente. Le silence des propriétaires dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente offre équivaut à renonciation d'aliéner.

Article 3

Dit que cette décision sera notifiée à Maître NOGUES, SELARL LUTEV'ACTES, 162 allée Danielle Miterrand, 34 700 LODEVE et Monsieur TEILLET Claude, le village, 34 520 SAINT-MAURICE-NAVACELLES.

Fait à Saint Maurice Navacelles , le 19.10.2021

NB : Le délai de recours auprès du tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Adhésion de la Commune des Rives au SIVOM de la Rouvière (DE 2021 48)

Considérant la délibération du Conseil Municipal de la Commune Les Rives en faveur de l'adhésion au SIVOM la Rouvière en date du 22.10.2020, passée en contrôle de légalité le 26.10.2020 dans l'optique du transfert de la compétence "gérontologie".

Considérant que cette demande a été acceptée par le président du Conseil Syndical du SIVOM la Rouvière qui propose d'avaliser l'adhésion de la Commune Les Rives au 1er janvier 2021.

Considérant qu'il convient aujourd'hui de la faire valider en Conseil Municipal et de désigner un représentant,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:

DÉCIDE l'adhésion de la Commune Les Rives au SIVOM La Rouvière,

DÉSIGNE Monsieur le Maire, Clément THERY, comme représentant de la Commune,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette adhésion,

DIT que les crédits nécessaires à la cotisation seront inscrits au budget.

Le Maire,
Clément THERY

Décision Modificative (DM) Budget M14 (DE 2021 49)

Adoption nouveau règlement du cimetière (DE 2021 50)

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2213-7 et suivants et L. 2223-1 et suivants,

VU le code pénal, notamment les articles 225-17, R. 610-5 ;

VU le code civil, notamment les articles 78 et suivants ;

VU le code funéraire ;

Considérant que le règlement actuel date du 4 novembre 1923,

Considérant que le Maire est chargé, par délégation du Conseil Municipal, d'établir un

règlement du cimetière conforme aux nouvelles réglementations

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal : d'approuver le nouveau règlement du cimetière tel qu'annoncé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:

D'APPROUVER le nouveau règlement du cimetière.

PROPOSITION DE REGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIERES DE LA COMMUNE DE SAINT-MAURICE-NAVACELLES

Nous, maire de la commune de Saint-Maurice-Navacelles

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-7 et suivants

et les articles R 2213-2 et suivants ;

Vu le Code civil, notamment les articles 78 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 18.10.2021

Arrêtons : Dispositions générales

Article 1er. Désignation des cimetières

Les cimetières suivants sont affectés aux inhumations dans l'étendue du territoire de la commune de Saint-Maurice-Navacelles

1. Cimetière de Saint-Maurice
2. Cimetière de La Clastre
3. Cimetière de Madières
4. Cimetière de Navacelles
5. Cimetière du Coulet

Article 2. Droits des personnes à la sépulture

La sépulture des cimetières communaux est due :

- 1) aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile ;
- 2) aux personnes domiciliées dans la commune, quel que soit le lieu où elles sont décédées ;
- 3) aux personnes non domiciliées dans la commune mais possédant une sépulture de famille ou y ayant droit et ce quel que soit le lieu de leur décès ;

4) aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Article 3. Affectation des terrains

Les inhumations sont faites selon la disponibilité des équipements existants au moment de la demande:

-Soit en terrains communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession ;

-Soit dans des sépultures particulières concédées.

-Si le mode de sépulture choisi est la crémation, les cendres recueillies dans une urne

peuvent être déposées conformément aux dispositions relatives à l'espace cinéraire, au

jardin du souvenir et aux inhumations en terrains concédées.

Article 4. Choix des emplacements

Les personnes ayant qualité pour obtenir une concession dans les cimetières de la commune

de Saint-Maurice-Navacelles pourront choisir le cimetière. Les cimetières de la commune

sont destinés en priorité à l'inhumation des personnes en relevant. Cependant, dans tous les

cas, le choix du cimetière sera fonction de la disponibilité du terrain.

L'inhumation effectuée, faute d'emplacement disponible, dans un cimetière autre que celui

choisi par la famille n'ouvre droit à exhumation pour transport dans le cimetière choisi qu'aux

conditions prévues aux articles ci-après.

Dans le cas d'acquisition de concession, soit en terrain vierge, soit sur des emplacements

libérés par suite de non-renouvellement, le choix de l'emplacement de la concession, de son

orientation, de son alignement, n'est pas un droit du concessionnaire.

Article 5. Aménagement général des cimetières

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le service des cimetières. Cette

décision doit être fondée sur des motifs d'intérêt général tel que le bon aménagement du

cimetière ou la durée de rotation à observer dans les différentes sections.

Les inter tombes et les passages font partie du domaine communal.

La désignation des emplacements sera faite par l'administration municipale en fonction des

besoins, des possibilités offertes par le terrain et des nécessités et contraintes de circulation et

de service.

Article 6.

Les cimetières sont divisés en section. Au fur et à mesure des besoins, de nouvelles sections seront affectées aux sépultures en terrain commun et d'autres seront réservées aux sépultures en terrain concédé.
Chaque parcelle recevra un numéro d'identification.

Article 7.

Des registres et des fichiers sont tenus par le service des cimetières de la mairie, mentionnant pour chaque sépulture, les nom, prénoms du défunt, la section, le numéro de la parcelle, la date du décès et éventuellement la date, la durée et le numéro de la concession et tous les renseignements concernant la concession et l'inhumation.

Mesures d'ordre intérieur et de surveillance des cimetières

Article 8. Horaires d'ouverture des cimetières

Les cimetières seront ouverts au public tous les jours.

Article 9. Accès aux cimetières

L'entrée des cimetières est interdite aux personnes en état d'ébriété, aux marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux visiteurs accompagnés ou suivis par un chien ou un autre animal domestique même tenu en laisse, enfin à toute personne qui ne serait pas vêtue décentement.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourront à l'égard de leurs enfants, pupilles, élèves et ouvriers la responsabilité prévue à l'article 13841242 du Code civil. Les cris, les chants, les conversations bruyantes, les disputes sont interdits à l'intérieur des cimetières.

Les personnes admises dans les cimetières ainsi que le personnel y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient quelqu'une des dispositions du règlement seront expulsés sans préjudice des poursuites de droit.

Article 10. Il est expressément interdit :

- d'apposer des affiches, panneaux ou autres signes d'annonces sur les murs et portes des cimetières ;
- d'escalader les murs de clôture, les grilles et les haies vives, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher fleurs et plantes sur les tombes d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque des sépultures, d'écrire sur les monuments et les pierres ;
- de déposer des ordures dans quelques parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage ;
- d'y jouer, boire et manger ;
- de photographier ou filmer les monuments sans autorisation de l'administration.

Article 11.

Nul ne pourra faire à l'intérieur des cimetières une offre de service ou remise de cartes ou adresses aux visiteurs et aux personnes suivant les convois, ni stationner soit aux portes d'entrées des cimetières, soit aux abords des sépultures ou dans les allées.

Article 12.

L'administration municipale ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles.

Article 13.

Les arbustes, croix, grilles, monuments et signes funéraires de toutes sortes, ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière sans une autorisation expresse des familles et du service des cimetières. Aussi, l'autorisation de l'administration sera nécessaire pour l'enlèvement des signes funéraires existant sur les sépultures en reprise. Quiconque soupçonné d'emporter un ou plusieurs objets provenant d'une sépulture sans autorisation sera immédiatement traduit devant l'autorité compétente.

Article 14.

Autorisation d'accès pour les véhicules professionnels et particuliers
La circulation de tous véhicules (automobiles, remorques, motocyclettes, bicyclettes) est interdite dans les cimetières à l'exception :
- des fourgons funéraires ;

- des voitures de service et des véhicules employés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport des matériaux ;
- des véhicules municipaux ou privés travaillant pour la ville ;
- des véhicules des personnes à mobilité réduite. Ces véhicules devront circuler à l'allure de l'homme au pas, ils ne pourront stationner dans les chemins qu'en cas de nécessité et ne stationneront que le temps strictement nécessaire. Les véhicules et chariots admis à pénétrer dans les cimetières se rangeront et s'arrêteront pour laisser passer les convois. En cas d'opposition de la part des contrevenants, avis sera donné à la police qui prendra à leur égard les mesures qui conviendront.
L'administration municipale pourra, en cas de nécessité motivée par le nombre exceptionnel des visiteurs, interdire temporairement la circulation des véhicules dans le cimetière.

Article 15. Plantations

Les plantations d'arbustes y sont seulement autorisées. Celles d'arbres à haute futaie sont interdites.
Les arbustes et les plantes seront tenus taillés et alignés dans les limites du terrain concédé. En cas d'empiétement par suite de leur extension, les arbustes devront être élagués ou abattus à la première mise en demeure. Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de huit jours, le travail sera exécuté d'office aux frais des familles, du concessionnaire ou de ses ayants droit.
Les plantations devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage.

Article 16. Entretien des sépultures

Les terrains seront entretenus par les familles ou les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité. Faute par eux de satisfaire à ces obligations, l'administration municipale y pourvoira d'office et à leurs frais. Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines une mise en demeure de faire exécuter les travaux indispensables sera transmise aux familles, au concessionnaire ou à ses ayants droit. En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office à la demande de

l'administration et aux frais de la famille, du concessionnaire ou de ses ayants droit.

Dispositions générales applicables aux inhumations

Article 17.

Aucune inhumation, ni dépôt d'urne ou dispersion de cendres, ne pourra avoir lieu :
- sans une autorisation de l'administration (celle-ci mentionnera l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès ainsi que l'heure et le jour de l'inhumation. Toute personne qui, sans cette autorisation, ferait procéder à une inhumation serait passible des peines portées à l'article R 645-6 du Code pénal) ;
- sans demande préalable d'ouverture de fosse ou de caveaux formulée par le concessionnaire ou son représentant.

Article 18.

Aucune inhumation, sauf cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès.
L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin, la mention "inhumation d'urgence" sera portée sur le permis d'inhumer par l'officier de l'Etat civil.

Article 19.

Un terrain de 2m (2,20m en cas d'affectation de caveaux) de longueur et de 1m de largeur sera affecté à chaque corps d'adulte.
Les fosses destinées à recevoir les cercueils auront une largeur minima de 0,80m, une longueur de 2m (ou 2,20m). Leur profondeur sera de 1,50m au-dessous du sol et en cas de pente du terrain, du point situé le plus bas. Cette profondeur peut être réduite à 1m pour le dépôt des urnes contenant des cendres.
Pour une inhumation à double profondeur, la fosse sera creusée à 2m afin qu'un mètre de terre bien foulée recouvre le dernier cercueil.
Un terrain de 1,50m de longueur et de 0,50m de largeur pourra être affecté à l'inhumation des enfants de moins de 5 ans.

Article 20. Intervalles entre les fosses

Les fosses devront être distantes les unes des autres de 30cm au moins sur les côtés et de 40cm à la tête et aux pieds

Article 21.

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible est interdite en terrain commun exception faite des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration d'apprécier. Lorsqu'il s'agira d'une personne décédée hors de la commune et dont le transport aura nécessité un cercueil en métal, le maire pourra autoriser l'inhumation en pleine terre, sous réserve que la fosse soit creuse à une profondeur suffisante pour qu'au moment de la réaffectation de la fosse le cercueil de métal ne soit pas mis à découvert.

Article 22.

En cas d'une inhumation à effectuer en concession particulière, le représentant de la famille devra en aviser le service des cimetières. Il devra s'engager en outre à garantir la ville contre toute réclamation qui pourrait survenir à l'occasion de l'inhumation à opérer.

Article 23.

Lorsque l'inhumation doit avoir lieu dans un caveau, l'ouverture de celui-ci sera effectuée 24 heures au moins avant l'inhumation pour ventilation, préparation et travaux éventuels. Sur la demande d'inhumation, les dimensions du cercueil seront exigées.

Dispositions applicables aux sépultures en terrain commun (si existant)

Article 24.

Dans la partie du ou des cimetières affectée aux sépultures en terrain commun, chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée. Les tombes en terrain commun pourront être engazonnées ou recevoir une pierre sépulcrale sur autorisation du maire. Aucun travail de maçonnerie souterrain ne peut être effectué dans les sépultures en terrain commun sur lesquelles pourront être placés seulement des signes indicatifs dont l'enlèvement

sera facilement praticable. (la commune se charge de l'entourage et de la pose d'une plaque d'identification de la sépulture pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes).

Article 25. Reprise

A l'expiration du délai prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise des parcelles du terrain commun. Compte tenu de la nature du terrain, les sépultures ne pourront faire l'objet d'une reprise avant que le délai de 15 ans ne se soit écoulé. Notification sera faite au préalable par les soins de l'administration municipale auprès des familles des personnes inhumées. La décision de reprise sera publiée conformément au Code général des Collectivités Territoriales et portée à la connaissance du public par voie d'affichage (*en mairie et à la porte du cimetière*).

Article 26.

Les familles devront faire enlever, dans un délai de trois mois à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires et monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures. A l'expiration de ce délai, l'administration municipale procédera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires et monuments qui n'auraient pas été enlevés par les familles. Les monuments seront transférés dans un dépôt et l'administration municipale prendra immédiatement possession du terrain. Les signes funéraires, monuments et plus généralement tous les objets et matériaux non réclamés un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise deviendront irrévocablement propriété de la ville qui décidera de leur utilisation.

Article 27.

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par parcelles ou rangées d'inhumations. Le maire pourra ordonner soit le dépôt des restes mortels exhumés à l'ossuaire spécialement réservé à cet usage, soit leur incinération et la dispersion des cendres dans le jardin du

Souvenir. Dans tous les cas, les restes mortels qui seraient trouvés dans la ou les tombes seront réunis avec soin dans un reliquaire. Les débris de cercueils seront incinérés.

Concessions

Article 28.

Des terrains pour sépultures particulières d'une superficie de 2m² (2m de longueur sur 1m de largeur) ou de 4m² (2m de longueur sur 2m de largeur) pourront être concédés pour une durée de 30 ans ou 50 ans. Aucune entreprise, publique ou privée, de pompes funèbres ne pourra effectuer la démarche pour le compte d'une famille. Une concession ne peut, en aucun cas, être obtenue dans un but commercial.

Article 29.

Les terrains ne peuvent être concédés à l'avance.

Article 30. Choix de l'emplacement

Le concessionnaire ne pourra choisir ni l'emplacement ni l'orientation de sa concession et devra respecter les consignes d'alignement qui lui seront données.

Article 31.

Les concessions sont accordées moyennant le versement préalable des droits de concession au tarif en vigueur au jour de la signature. Ces tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal.

Article 32.

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Le concessionnaire n'aura aucun droit de vendre ou de rétrocéder à des tiers le terrain concédé.

Tout terrain concédé ne pourra servir qu'à la sépulture du concessionnaire, de ses ascendants, ses descendants, parents, alliés ou ayants droit. Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer définitivement dans sa concession certaines personnes

n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection ou de reconnaissance.

Les familles ont le choix entre :

- une concession individuelle : pour la personne expressément désignée ;
- une concession familiale : pour le concessionnaire et l'ensemble de ses ayants droit ;
- une concession collective : pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ayant droit direct.

Sauf stipulations contraires formulées par le concessionnaire, les concessions seront accordées

sous la forme de concessions dites " de famille ". Le cas échéant, le caractère individuel ou collectif devra être expressément mentionné.

Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement. En particulier, lorsque la concession est assortie d'un droit de construction de caveaux, le concessionnaire, lors de la

signature du contrat, s'engagera à terminer la construction dudit caveau dans un délai de 1 an

et y faire transférer dans les 3 mois suivant l'expiration de ce délai le ou les corps qui auraient

été inhumés provisoirement au dépositaire ou dans les cases provisoires.

Article 33. Transmission des concessions

Les concessions de terrain devant échapper à toute opération spéculative ne sont susceptibles

d'être transmises qu'à titre gratuit, soit par voie de succession, de partage ou de donation. A

défaut d'une telle disposition, la concession revient aux héritiers naturels qui en jouiront sans

pouvoir en provoquer la division ou le partage.

Chaque cohéritier a le droit de faire inhumer dans la concession tous les siens, mais une

personne étrangère à la famille ne peut y être inhumée qu'avec le consentement de tous les

héritiers. Le conjoint, a par sa seule qualité, droit de se faire inhumer dans le tombeau de

famille dont le cujus était concessionnaire. Il ne peut être privé de ce droit que par la volonté

formellement exprimée par le concessionnaire.

Un des héritiers pourra être considéré comme seul bénéficiaire d'une concession si tous les

ayants droit se désistent en sa faveur par un acte écrit. Dans ce cas, le bénéficiaire devra

produire un document officiel établissant la généalogie du concessionnaire décédé pour

justifier et appuyer le désistement de ces cohéritiers.

Si le concessionnaire est décédé sans laisser d'héritier et s'il n'a pas légué sa concession à une personne désignée dans son testament, aucune inhumation ne sera autorisée dans sa concession.

Article 34. Renouvellement des concessions

Les concessions sont renouvelables à expiration de chaque période de validité. Le concessionnaire, ou ses ayants droit dans la mesure où ils sont connus, sera informé de

l'expiration de sa concession par avis de l'administration municipale.

Les demandes de renouvellement sont reçues pendant la dernière année de la période en

cours. Le concessionnaire ou ses héritiers pourra encore user de son droit de renouvellement,

à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans. Si la concession n'est pas

renouvelée, le terrain fera retour à la ville soit deux ans après l'expiration de la concession,

soit après l'expiration du délai de rotation afférent à la dernière inhumation.

Le renouvellement est entraîné obligatoirement par une inhumation dans la concession dans

les cinq dernières années de sa durée et prendra effet à la date d'expiration de la période

précédente.

La ville se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire

pour des motifs de sécurité, de circulation et en général pour tout motif visant à l'amélioration

des cimetières. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert

étant pris en charge par la ville.

Article 35. Rétrocession

Le concessionnaire pourra, après avis du conseil municipal, être admis à rétrocéder à la ville,

à titre gracieux ou onéreux, un terrain concédé non occupé. La rétrocession ne peut faire

l'objet d'un remboursement.

Article 36. Concessions gratuites

Dans le cas de concession gratuite accordée par la ville à un particulier, le conjoint ou la

famille du bénéficiaire de la concession pourra y être inhumé après avis du conseil municipal.

Article 37. Concessions entretenues aux frais de la ville

La ville entretient à ses frais certaines concessions. Le bénéfice de cet entretien est accordé par le conseil municipal.

Caveaux et monuments

Article 38.

Toute construction de caveaux et de monuments est soumise à une autorisation de travaux.

Les dimensions des caveaux et monuments devront être précisées sur la demande écrite de

travaux avec plans (*qui feront l'objet d'une étude par les services municipaux*). Le terrain

d'assiette des caveaux se limitera toujours à celui de la concession. Les stèles devront

s'inscrire dans un volume maximal de base de 0,60m x 0,30m x 1m. Aucun monument ne

pourra être installé sur une fosse en pleine terre avant qu'un délai de six mois ne se soit

écoulé, pour vérifier le tassement de la terre et éviter tout éboulement. La pose de ces pierres

tombales doit être exécutée d'une façon parfaite, afin d'éviter toute chute ultérieure.

Il sera

remédié, par les familles, à tout affaissement éventuel desdites pierres sur premier avertissement du service compétent de la mairie.

Article 39. Signes et objets funéraires

Sous réserve de se conformer aux dispositions du présent règlement, les familles peuvent faire

placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation.

En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

Article 40. Inscriptions

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms du défunt, ses titres,

qualités, années de naissance et de décès. Toute autre inscription devra être préalablement

soumise à l'administration. Une gravure en langue étrangère sera soumise traduite à autorisation du maire.

Article 41. Matériaux autorisés

Les monuments, pierres tombales, stèles seront obligatoirement réalisés en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en métaux inaltérables et éventuellement en bâton moulé.

Article 42. Constructions gênantes

Toute construction additionnelle (jardinière, bac, etc...) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition de l'administration municipale laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail.

Article 43. Dalles de propreté

Les dalles de propreté empiétant sur le domaine communal sont interdites. Si malgré cela il en était trouvé, elles seraient déplacées (*mais en aucun cas remises en place*) par les services municipaux. La responsabilité de l'administration municipale ne saurait être engagée en cas de dégradation.

Obligations applicables aux entrepreneurs

Article 44. Conditions d'exécution des travaux

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits les samedis, dimanches et jours fériés. Les entrepreneurs sont tenus de se conformer aux heures d'ouverture et de fermeture des cimetières.

Article 45. Autorisations de travaux

Les autorisations de travaux délivrées pour la pose de monuments (pierres tombales et autres signes funéraires) sont données à titre purement administratif et sous réserve du droit des tiers.

L'administration n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution des travaux,

même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers, et les dommages causés

aux tiers qui pourront en poursuivre la réparation conformément aux règles du droit commun.

Article 46. Protection des travaux

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées. Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs ou marbriers, être entourées de barrières ou défendues au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger. Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être étayé solidement. Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée, sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident.

Article 47.

Aucun dépôt momentané de terres, matériaux, revêtements et autres objets ne pourra être effectué dans les allées, entre les tombes et sur les sépultures voisines et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

Article 48.

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et sans l'agrément de l'administration.

Article 49.

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins. Les gravois, pierres, débris devront être enlevés au fur et à mesure des cimetières de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant les travaux.

Article 50.

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre bien foulée et damée. En aucun cas, les matériaux tels que pierres, débris de maçonnerie, bois, etc. trouvés

lors du creusement des fosses ne pourront servir au comblement des fouilles. Ils devront être évacués sans délais par les soins des entrepreneurs. Il en sera de même pour les surplus de terre qui ne devront contenir aucun ossement. *(les terres excédentaires pourront être stockées par les soins des entrepreneurs sur un lieu désigné par l'administration municipale lorsque celle-ci en fera la demande)*

Article 51.

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits dans l'intérieur des cimetières.

Article 52.

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tombales ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres. Les engins et outils de levage (leviers, crics, palans, etc.) ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées ou les bordures en ciment.

Article 53.

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tous autres instruments et généralement de leur causer aucune détérioration.

Article 54. Délais pour les travaux

A dater du jour du début des travaux, les entrepreneurs disposent d'un délai de six jours pour achever la pose des monuments funéraires.

Article 55. Nettoyage

Après l'achèvement des travaux, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises par eux. En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration municipale aux frais des entrepreneurs sommés.

Article 56. Dépose de monuments ou pierres tumulaires

A l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou pierres tumulaires seront déposés en un lieu désigné par le service des cimetières. Sauf pour les travaux n'excédant pas deux jours, le dépôt de monument est interdit dans les allées.

Espace cinéraire

Article 57. Caveaux cinéraires

Des caveaux cinéraires sont mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes. Ces caveaux peuvent accueillir au maximum 4 urnes. Les dimensions sont définies selon le columbarium mis en place par la commune. Ils sont recouverts d'une dalle en bâton et d'une pierre tombale. Les emplacements de caveaux cinéraires ne peuvent être attribués à l'avance. Ils sont concédés aux familles au moment du dépôt de la demande de crémation ou à tout autre moment postérieur à celle-ci. Les concessions peuvent s'obtenir pour une durée de 30 ans ou de 50 ans renouvelables. Lors de l'échéance de la concession, et à défaut de paiement de la redevance, le caveau concédé pourra être repris par l'administration mais cette reprise ne pourra intervenir que deux années révolues après l'expiration de la période pour laquelle le caveau a été concédé. Durant ces deux années, le concessionnaire ou ses ayants droit pourront user de la faculté de renouvellement. Lors des reprises, les cendres qui y sont contenues seront répandues dans le jardin du souvenir. Les urnes ne pourront être déplacées des caveaux sans une autorisation spéciale de l'administration. Aucun objet autre qu'une plaque d'identité ne dépassant pas la dimension de la trappe d'entrée, ne pourra être fixé de quelque manière que ce soit à la pierre tombale ou au caveau lui-même. Aucun ornement artificiel: pot, jardinière, etc... ne devra être placé en dehors de la pierre tombale en tout ou partie. Les objets placés sur la pierre tombale devront pouvoir être déplacés aisément pour permettre l'ouverture des caveaux.

Règles applicables aux exhumations

Article 58. Demandes d'exhumation

Aucune exhumation ou réinhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du maire. Les exhumations demandées par les familles ne seront autorisées par le maire que sur production d'une demande formulée par le plus proche parent du défunt ou par la personne ayant qualité pour demander cette exhumation. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux. Les demandes d'exhumation seront accompagnées des autorisations régulières délivrées par les concessionnaires ou leurs ayants droit. Lorsque l'exhumation s'accompagne de la renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé. L'exhumation des corps pourra être demandée en vue d'un transfert dans un autre cimetière ou en vue d'une réinhumation dans la même concession après exécution de travaux, soit dans une autre concession située dans le même cimetière. L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre des cimetières, de la décence ou de la salubrité publique. En règle générale, un refus à l'exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique. Ainsi l'exhumation du corps des personnes décédées d'une maladie contagieuse ne pourra être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date du décès.

Article 60. Exécution des opérations d'exhumation

Les exhumations ne peuvent être entreprises que sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les exhumations ne seront autorisées, pour des raisons d'hygiène, que pendant la période de octobre à fin mars. Seules les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire peuvent avoir lieu à tout moment. La découverte de la fosse aura lieu la veille de l'exhumation qui doit impérativement avoir lieu avant 9 heures.

Article 61.

L'exhumation aura lieu en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister et d'un agent de police.

Article 62. Mesures d'hygiène

Les personnes chargées de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition (*vêtements, produits de désinfection, etc.*) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiène. Les cercueils, avant d'être manipulés et extraits des fosses, seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation. Les bois des cercueils seront incinérés. Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée (*un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession*) et seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet. Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé dans le reliquaire, des scellés seront posés sur le reliquaire et notification en sera faite sur le procès-verbal d'exhumation.

Article 63. Transport des corps exhumés

Le transport des corps exhumés d'un lieu à un autre d'un cimetière devra être effectué avec les moyens mis à disposition à cet effet. Les cercueils seront recouverts d'un drap mortuaire.

Article 64. Ouverture des cercueils

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès, et seulement après autorisation de l'administration municipale. Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil ou, s'il peut être réduit, dans un reliquaire.

Article 65. Redevances relatives aux opérations d'exhumation et réinhumation

Les redevances municipales perçues pour les opérations d'exhumation et de réinhumation sont fixées par délibération du conseil municipal. Ces opérations qui requièrent la présence d'un agent de police ouvrent droit au bénéfice de ce dernier à vacation suivant les bases et en fonction des taux fixés par délibération du conseil municipal.

Article 66. Exhumations sur requête des autorités judiciaires

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui lui seront données. Les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire n'ouvrent pas droit à vacation de police.

Règles applicables aux opérations de réunion de corps

Article 67.

La réunion des corps dans les caveaux ne pourra être faite qu'après autorisation du maire, sur la demande de la famille, et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

Article 68.

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, la réduction des corps ne sera autorisée que 15 années après la dernière inhumation à la condition que ces corps puissent être réduits. Tout cercueil hermétique pour maladie contagieuse ne pourra faire l'objet d'une exhumation qu'après un an ferme d'inhumation. La réduction des corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

Caveau provisoire

Article 69.

Un caveau provisoire peut recevoir temporairement les cercueils destinés à être inhumés dans les sépultures non encore construites. Tout corps déposé dans ce caveau est assujéti à un droit de séjour dont le tarif est fixé par le conseil municipal. La durée du dépôt en caveau provisoire est fixé à 12 mois. Cette durée peut être reconduite une

fois sur demande de la famille.

Dépositaire municipal ossuaire spécial

Les restes mortels qui seraient trouvés dans les tombes ayant fait l'objet d'une reprise ou dont

les concessions n'ont pas été renouvelées, seront réunis avec soins pour être réinhumés dans

un ossuaire spécialement réservé à cet usage.

La réinhumation des restes mortels peut être effectuée dans l'ossuaire d'un autre cimetière de

la commune sans que celui-ci soit le cimetière d'origine. Ainsi, un seul ossuaire peut être créé

pour l'ensemble des cimetières de la Commune de Saint-Maurice-Navacelles.

Dispositions relatives à l'exécution du règlement municipal des cimetières

La Commune de Saint-Maurice-Navacelles se réserve le droit de mettre en place les équipements funéraires cités dans le présent règlement.

Le fait qu'il y est un règlement pour des équipements inexistantes ne donne aucun droit de réclamation par un concessionnaire.

Le présent règlement entrera en vigueur le 19.10.2021.

Monsieur le Maire,

le service des Cimetières,

le service technique municipal,

seront chargés de l'exécution du présent règlement qui sera tenu à la disposition des administrés à la mairie.

Fait à Saint-Maurice-Navacelles le 19.10.2021

Révision du prix des concessions de terrain dans les cimetières de la Commune (DE 2021 51)

Monsieur le Maire,

Expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de réviser le prix des concessions de terrain dans les cimetières de la Commune de Saint Marice Navacelles.

Les tarifs, actuellement en vigueur, ont été fixés par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2014 :

- | | |
|----------------------------|---------------------|
| - Concessions perpétuelles | 150€/m ² |
| - Concessions à 30 ans | 100€/m ² |

Propose au Conseil Municipal de fixer à compter du 19 octobre 2021, les tarifs suivants dans les cimetières de la Commune de Saint Maurice Navacelles:

- Concessions cinquantenaires	200€/m ²
- Concessions trentenaires	150€/m ²
- Case Colombarium à 30 ans	500€/case
- Redevance occupation caveau provisoire (au delà de 48h)	50€/mois

Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:

ACCEPTE les tarifs proposés par Monsieur le Maire,
AUTORISE Monsieur le Maire à les appliquer à compter du 15.10.2021

Le Maire,
Clément THERY

Adoption du nouveau plan du cimetière (DE 2021 52)

Monsieur le Maire,

Exposé au conseil municipal, avec l'adoption du nouveau règlement, le nombre d'emplacement arrivant à saturation et engendrant une reprise de plusieurs concessions, il est donc primordiale de refonder le plan du cimetière de Saint-Maurice.

Le dernier plan datant d'une délibération du CM en date du 13 septembre 1982, sont inscrits les trois zones définissant les concessions perpétuelles et centenaires ainsi que les sépultures ordinaires et temporaires,

La révision du règlement définit 3 types de concessions, identifier sur le plan joint en annexe:

- Concession cinquantenaire
- Concession trentenaire
- Sépultures en terrain commun.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:

ACCEPTE le nouveau plan du cimetière de Saint Maurice Navacelles

AUTORISE Monsieur le Maire à le mettre en place à compter de 15 octobre 2021

Le Maire,
Clément THERY

Reprise de concession dans le cimetière de Saint maurice Navacelles (DE 2021 53)

VU le code générale des collectivités territoriales,

Considérant le manque de place dans le cimetière de Saint-Maurice et de manière générale sur la commune,

Considérant les précédentes délibérations,

Considérant l'obligation de la commune de mettre à disposition de la population des emplacements pour les sépultures,

Considérant l'obligation d'avoir un caveau temporaire,

Considérant l'obligation de création d'un ossuaire communale pour la reprise des concessions,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:

CRÉATION d'un caveau intégrant l'ossuaire communal et le caveau temporaire,

MISE en place d'un columbarium de 3 cases,

REPRISE des concessions temporaires dont la dernière inhumation date d'avant l'année 1950 incluse,

ÉTALER ces travaux sur plusieurs années,

INSCRIRE ces dépenses au budget,

AUTORISE Monsieur le Maire à entreprendre et signer toutes les documents nécessaires à la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le devis des pompes funèbres de Lodève, Maison Funéraire de l'Oustal pour un montant de 22 785 € TTC,

Le Maire,
Clément THERY

Demande d'occupation du domaine public par la SAS 2 MA (DE 2021 54)

VU la demande en date du 24 août 2021 effectuée par Monsieur DEFORGE Matthieu, représentant la société SAS 2 MA concernant l'autorisation d'occupation du domaine public,

VU que la demande porte sur l'espace entre l'église et la terrasse de la "crêperie", Rue du Mas Guilhou à Navacelles,

VU que la redevance, en 2019, sans crise particulière, s'élevait à 687 € pour l'occupation de cette espace,

VU que la demande tardive de la SAS 2 MA porte sur l'ensemble de la saison estivale 2021,

Considérant qu'une convention sera établie entre la Municipalité et la SAS 2 MA (convention jointe en annexe)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:

APPROUVER la convention d'occupation temporaire du domaine public, dans les conditions ci-dessus énumérées ;

DÉCIDE que la redevance s'élève à 700€ pour l'année 2021

AUTORISER Monsieur le maire à signer la dite convention, ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Maire,
Clément THERY

Demande de subvention au Département de l'Hérault pour extension et aménagement du Tiers Lieu (DE 2021 55)

Monsieur le Maire,

Présente au Conseil Municipal la demande de subvention auprès du Département de l'Hérault d'un montant de 8000€ pour l'extension et l'aménagement du Tiers Lieu de la Commune de Saint Maurice Navacelle.

*Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:*

-DÉCIDE de solliciter une aide financière à hauteur de 8000€, auprès du Département de l'Hérault,

-AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires.

Le Maire,
Clément THERY.

Demande de subvention à la Région Occitanie pour extension et aménagement du Tiers Lieu (DE 2021 56)

Monsieur le Maire,

Présente au Conseil Municipal la demande de subvention auprès du Département de l'Hérault d'un montant de 10235€ pour l'extension et l'aménagement du Tiers Lieu de la Commune de Saint Maurice Navacelle.

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide:

-DÉCIDE de solliciter une aide financière à hauteur de 10235€, auprès de la Région Occitanie,

-AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires.

Le Maire,
Clément THERY.

Questions diverses:

Question de M. Cros au sujet du nouveau plan du cimetière de Saint Maurice Navacelles et reprise des concessions, il déplore un manque de concertation.

Séance clôturée à 19h07.

